Requiem pour la géopolitique : vers une vision intersociale du monde

vendredi 11 juin 2021, par Bertrand Badie

Le terme de « géopolitique » s'affiche partout, dans les médias, sur la scène politique et jusqu'au monde de l'expertise et de la science. À première vue, il semble banalement couvrir tout ce qui se rapporte aux relations internationales et, au-delà encore, à l'évolution de la scène mondiale. Son usage n'en est pas neutre pour autant. Si le mot n'est vieux que de plus d'un siècle, le concept est beaucoup plus ancien et a eu tout le temps d'accumuler nombre de définitions, entretenant une certaine confusion sur ce qu'il signifie et sur l'exacte nature de son ambition scientifique.

Au-delà d'une cacophonie déjà regrettable, brouillant souvent les débats, il porte en lui-même un legs important qui pèse sur son usage ou, pire encore, préempte une lecture très conservatrice, voire « nationale-réaliste », du monde, de ses tensions et de ses conflits. Chez la plupart des auteurs s'en réclamant, il suppose *a priori* que tout ce qui se fait et se défait sur cette terre s'inscrit essentiellement dans le cadre de ce que Raymond Aron considérait comme la compétition multiséculaire entre États, elle-même fondatrice du système international (Aron, 1962). Cependant, si tout le monde s'accorde à considérer que la géopolitique prétend ériger les paramètres géographiques en facteurs explicatifs des pratiques internationales, le consensus est loin d'être établi dans les détails de son épistémologie : quant au type d'explication fournie (la géopolitique établit-elle de véritables « causes » ou de simples « interprétations » ?), quant à l'identité précise du facteur géographique mis en avant (prend-on en compte la configuration du territoire observé ? Son positionnement sur la carte du monde ? Son environnement physique ? Son climat, ses ressources ? Tout ou partie de ces éléments ?), ou quant à la nature exacte de la variable qu'on prétend expliquer (La structure du champ international ? Le choix diplomatico-stratégique des États ? La nature des enjeux internationaux ?)

Ce relatif désordre a été généralement surmonté par le recours à une méthode *inclusive*, la géopolitique évoluant, chez ses militants, vers une explication totale, revendiquant d'intégrer l'ensemble des éléments cités dans son projet. Elle est aidée, dans cette ambition, par les particularités propres au contexte westphalien qui favorisa, il y a quatre siècles, la formation, en Europe, du premier véritable système international qui rompait alors avec la vieille et longue tradition des systèmes impériaux rayonnant sur leur environnement. Ce premier système explicitement interétatique s'est peu à peu constitué en écho à la Paix de Westphalie mettant fin à la Guerre de Trente Ans (1648) et s'est inscrit dans la lignée intellectuelle du *Leviathan* de Hobbes (1651), véritable manifeste du nouvel ordre politique qui fit la modernité européenne. Il accrédite de lui-même une

vision territoriale de l'ordre international, faite d'une juxtaposition d'États-nations souverains, parfaitement alimentés par une allégeance citoyenne qui se voulait prioritaire et impeccable. Dans cette ambiance, la prime géographique et politique devenait irrémédiablement forte et immanquablement déterminante. Pourtant, aujourd'hui, le contexte a changé : avec les progrès fulgurants de la communication et donc des échanges, ce contexte n'est plus à la géopolitique, à l'opposé de ce que proclament certains auteurs, souvent proches des milieux néo-conservateurs, qui n'hésitent pas à en réhabiliter l'idée et à plaider étrangement pour un retour et une consolidation de la géopolitique (Kaplan, 2012). En fait, et au-delà des conservatismes, le monde n'est plus essentiellement géographique ni politique, mais bien davantage marqué du sceau de la mondialisation et de l'intersocialité, dominé par l'impératif global, celui qui affecte l'humanité dans son entier, bien plus que par la menace nationale (Badie, 2020).

L'illusion d'une géopolitique éternelle

{} Dès la Renaissance et sous la plume d'un auteur de la dimension de Machiavel, apparaît déjà cette sensibilité « géopolitique », directement liée à l'essor de l'État moderne remédiant précisément au formidable désordre territorial qui marqua l'échec de la société féodale. L'œuvre politique alors amorcée est bien celle de l'invention du territoire stato-national aux frontières lisses et rectilignes, installant des souverainetés juxtaposées et donc concurrentes, dégageant progressivement la figure de l'ennemi, menaçant et potentiel envahisseur, imposant l'idée d'une sécurité d'abord, voire exclusivement, nationale. Les prémices de la géopolitique n'étaient alors qu'intuitives, le rapport au territoire encore très peu théorisé. Mais, dans le sillage de l'invention étatique, le principe de territorialité prenait corps et revêtait, du moins en politique, un sens désormais très précis, désignant l'instrument par lequel l'État marquait en même temps sa pleine compétence et la limite

incontestable qui séparait l'interne de l'externe (Sack, 2009). La pratique d'une invention territoriale ardue et tourmentée est étroitement associée à la guerre et a activé une lecture géopolitique robuste des rapports internationaux. Il fallut précisément endurer la guerre d'unification allemande pour que l'École de Berlin donnât naissance aux premiers efforts de théorisation en la matière, incarnés par l'œuvre fondatrice de Friedrich Ratzel, postulant que l'ordre international se construisait au rythme des rapports complexes entre le territoire et l'État, le second ayant un besoin crucial du second pour vivre et se renforcer : offensif, le territoire est source de puissance ; défensif, il est instrument de protection (Ratzel, 1988 [1897]). En tout état de cause, il est désormais au centre des enjeux internationaux. Au temps du Covid-19, voilà une affirmation en bonne partie périmée !

L'obsession territoriale sert ainsi de fil rouge, commun à tous les « géopolitologues ». D'une part, elle installe le monopole de l'État dans le jeu international, principe qui ne s'est jamais intégralement réalisé nulle part en relations internationales, et qui perd maintenant tout son sens, à l'heure de la mondialisation et des grands périls touchant communément l'ensemble de l'humanité. D'autre part, et plus profondément, elle place la distance physique au centre de toute analyse, comme la matrice obligée de toute aventure internationale, mais aussi comme protection privilégiée face aux menaces. À la manière de cette phrase emblématique du général De Gaulle rappelant, en son temps, que les troupes du Pacte de Varsovie n'étaient séparées de Strasbourg que par l'équivalent de « deux étapes du Tour de France ». Alors que le virus ne met que quelques heures pour toucher n'importe quel point de la planète, on mesure à quel point la distance et les larges espaces ne sont plus aujourd'hui une source convaincante de sécurité. Que dire également des questions climatiques quand on découvre que la déforestation amazonienne a un effet global qui défie tout principe de territorialité et en fait toute distance physique ? Ou qu'une crise économique, n'importe où dans le monde, affecte potentiellement la planète toute entière ? La rupture est bien là ! Les remparts nationaux sont devenus inopérants dans bien des domaines, même quand on se donne l'illusion de les renforcer.

Ce postulat étatique a nourri notamment l'analyse du politiste suédois Rudolf Kjellen (le premier à employer le terme de *geopolitisk*) qui a rejoint, depuis Göteborg, l'École de Berlin pour s'inscrire dans le Panthéon des pères fondateurs de la géopolitique (Tunander, 2001). Il faisait de celle-ci une science de l'État, appréhendé dans son rapport constitutif au territoire, distinguant notamment entre une « topopolitique » qui s'intéresse au positionnement géographique de l'État, et une « physiopolitique » décrivant le rapport de celui-ci à la nation. L'État, érigé en être vivant au sein d'une compétition universelle pour la survie, n'avait d'autre choix que de devoir s'ériger en grande puissance (*Die Grossmächte*), concept qui, très vite, devint la clé de voûte de la théorie des relations internationales, avec le succès qu'on connaît. L'idée est devenue des plus fragiles à l'heure, entre autres, des performances de « l'État virtuel » (Rosecrance, 1999), à l'instar de celles de Singapour qui défie la conception classique et matérielle de la puissance. En

outre, le principe de territorialité, chargé d'histoire typiquement occidentale, a du mal à percer comme tel au sein des États issus de la décolonisation, qui assument une culture spatiale d'une tout autre nature, n'ayant que peu de rapport avec la conception que Vauban se faisait des frontières ! Le second postulat – qui privilégie la distance et son effet structurant – a, pour sa part, durablement conforté les idées de conquête et d'invasion, pour les placer au centre des nouvelles menaces et des stratégies élaborées. Or, on sait aujourd'hui que la virtualité des interactions qui organisent la scène mondiale bouscule ces certitudes anciennes jusqu'à prendre l'avantage : la cybersécurité devient aujourd'hui un enjeu majeur qui fait fi de la distance, tandis que la bataille des idées, des modèles et des images révèle clairement que le territoire et les frontières ne sont plus invincibles ni mêmes déterminants (Gergorin, Isaac-Dognin, 2018). Plus généralement, la mobilité, les échanges, associant quantité d'acteurs non étatiques, économiques, sociaux ou religieux deviennent plus structurants que les relations formelles entre gouvernements. C'est ce qu'avait parfaitement compris Susan Strange lorsqu'elle observait, dès les années 1980, que les grandes superficies stato-nationales, à l'instar de celle de la Russie, devenaient, avec la mondialisation, sources d'ankylose et d'affaiblissement plus que de performance (Strange, 1988).

En s'imposant, cette obsession territoriale a peu à peu modelé et encapsulé la conception moderne de la puissance, noyau dur, tenu pour immortel, de la théorie classique des relations internationales. Ce lien apparaissait déjà, comme nous l'avons vu, avec Kjellen et l'École de Berlin à travers la centralité qu'ils accordaient à l'État, à travers leur conviction que la juxtaposition géographique d'entités souveraines débouchait nécessairement sur une éternelle compétition interétatique, mais à la faveur aussi d'une lecture très politique des rapports internationaux qui s'imposait presque naturellement dans la foulée. La variante anglo-saxonne de la géopolitique a franchi un pas supplémentaire en faisant des espaces, quels qu'ils fussent, maritimes ou terrestres, le support obligé de tout accomplissement de puissance : le territoire n'aiguise pas seulement la convoitise, mais devient aussi un marqueur de puissance. Le Royaume-Uni comme les États-Unis eurent vite fait de retranscrire leur propre positionnement dans une vision développée tant par l'amiral états-unien Alfred Mahan que par le géographe britannique Mackinder qui proclamait, de son côté, que le véritable enjeu, dans ce monde westphalien, était de contrôler le *Heartland*, ce gigantesque continent eurasiatique, dont le monde anglo-saxon n'était pas partie prenante et dont il lui fallait se rapprocher en contrôlant les mers et en mettant le pied sur la terre (Mackinder, 1904) ! La construction politique et scientifique du réalisme qui suivit les deux guerres mondiales y trouva l'essentiel de son inspiration (Ashworth, 2011 ; Kaplan, 2012). L'équilibre de puissance, tel qu'il s'imposa dans le contexte de la guerre froide et de la bipolarité, suivait précisément cette même conviction en cultivant l'idée de blocs qui se faisaient face. La géographie crée la puissance et la justifie, l'attache au territoire, l'empêche de muter : tout ceci est aujourd'hui en bonne partie dépassé, surtout sous les coups de

sociétés mobilisées et de plus en plus actives.

Cette décomposition qu'on ne veut pas voir

La résistance culturelle et stratégique de la géopolitique, bien installée dans les médias comme dans les programmes éducatifs, nous a probablement empêchés de comprendre à temps que nous avions changé de monde et que nous étions sortis du modèle westphalien. La première brèche dans l'édifice tient à la *décolonisation*, tant l'expansion coloniale qui la précédait s'inscrivait naturellement dans une confortable lecture géopolitique du partage du monde qui, à en croire le général allemand Karl Haushofer, proche de l'École de Berlin, donnait naturellement à l'Europe le contrôle de l'Afrique et du Moyen-Orient, aux États-Unis celui de l'ensemble du continent américain, à la Russie l'Eurasie, tandis que le Japon recevait la tutelle de l'Asie avec l'aide de... l'Allemagne ! La décolonisation a sévèrement bousculé ces simples visions. Elle a suggéré au passage que la puissance pouvait être impuissante face à plus petit que soi, mais elle a surtout révélé que l'arène internationale n'était pas exclusivement composée d'États en compétition, qu'elle était faite également de sociétés plus ou moins fragmentées, animées en l'espèce par des projets de réappropriation et non nécessairement d'expansion. Cette confusion entre des espaces communautaires devenus rebelles et des territoires politiques formellement institutionnalisés a semé un désordre durable qui s'est même approfondi après les indépendances, comme en témoignent notamment les formes nouvelles de conflictualité qui, à l'instar de la guerre du Sahel, défient la grammaire territoriale et rectiligne de la géopolitique. Voilà qui a donné naissance à des États artificiellement taillés selon les exigences du modèle westphalien, mais qui ne sont pas en mesure de fonctionner selon les règles propres à celui-ci. Elle a suscité une conception renouvelée des espaces politiques, correspondant très imparfaitement à la conception géopolitique classique des territoires : la frontière n'y a plus le même sens, tout comme l'allégeance citoyenne, tandis que, bien souvent, la régionalisation, voire la continentalisation (avec le panafricanisme notamment) l'emportent sur le vieux modèle stato-national de souche coloniale. Plus encore, la souveraineté change de signification, désignant davantage un principe égalitaire et antihiérarchique que compétitif et exclusif (Allès, Badie, 2016). Les canons classiques de la géopolitique ne nous apprennent rien sur les dynamiques internes des systèmes post-coloniaux : ils nous aident, à la rigueur, à comprendre certains aspects des soubresauts post-coloniaux des vieilles puissances...

La *dépolarisation* a ensuite complété le travail, en désarmant la géopolitique de trois de ses principes fondateurs. Le choc frontal de puissance cesse alors d'imposer son ascendant sur les relations internationales, ouvrant à des enjeux jusque-là marginaux au sein de ces relations : prédominance rapide des conflits intra-étatiques, rôle croissant des mobilisations

sociales, effet de brouillage des milices et des bandes armées qui s'imposent de plus en plus face aux armées d'État... La nuisance tend alors à se substituer à la puissance, bouleversant une nouvelle fois les anciennes pratiques et les normes de la confrontation territoriale. Enfin, et surtout, les dynamiques partitives qui faisaient la géopolitique traditionnelle commencent à s'estomper : le mot même de bipolarité évoque un projet de partage du monde, matérialisé d'abord par ce découpage territorial, mais aussi par les ambitions de faire bouger, dans un sens ou un autre, ce « rideau de fer » dont le nom est déjà évocateur. L'ordre post-bipolaire invite presque à l'inverse : le relais est pris par les déstabilisations internes, les jeux sociaux complexes qui s'animent d'un défaut de construction institutionnelle forte, mais également des enjeux globaux qui commencent à percer et qui dépassent les projets rivés à l'idée de territoire. Un signe ne trompe pas : avec la chute du mur de Berlin, les conflits interétatiques disparaissent au profit des conflits intra-étatiques (Gleditsch et al, 2002). Ceux-ci ne sont que très minoritairement liés à des questions territoriales et n'aboutissent qu'exceptionnellement à des sécessions. Ils sont, en revanche, largement dépendants de pressions sociales issues d'inégalités entre catégories socio-économiques ou socio-ethniques, et favorisés par de forts déficits institutionnels (Khadiagala, Motsamai, 2013).

C'est incontestablement la *mondialisation* qui a définitivement tout bousculé, ouvrant la voie à un monde désormais dominé par les effets d'intersocialité, c'est-à-dire la large extension, sur l'arène internationale, de relations sociales qui transcendent les frontières, échappent au moins partiellement au contrôle des États et structurent de manière sans cesse plus décisive les enjeux internationaux majeurs (Badie, 2020). La mondialisation se veut d'abord inclusive, ce qui renverse le modèle géopolitique traditionnel : le jeu compétitif n'est certes pas aboli, mais il est désormais transcendé par des enjeux globaux qui imposent en amont leur propre loi, à l'instar certes des problèmes environnementaux ou sanitaires, mais aussi des inégalités économiques, sociales, alimentaires qui sont dorénavant criantes et structurantes au niveau mondial, et dont les dysfonctions apparaissent progressivement dans leur pertinence globale. Ici, la rupture est forte : les inégalités mondiales ont d'abord été, par réflexe géopolitique classique, conçues comme sources d'une *compétition* relancée entre États de la planète ; aujourd'hui, elles doivent être tenues pour des enjeux *globaux*, mettant en péril la sécurité de l'ensemble du monde. Cette mutation décisive a été notamment accélérée par la propriété d'interdépendance qui est une marque essentielle de la mondialisation et qui, au-delà de la souveraineté, rend chacun dépendant de tous, réduisant d'autant l'effet de compétition, attribuant au faible, du fait de cet entremêlement, une capacité renforcée, notamment en direction du fort. Entre des enjeux sociaux internationaux de plus en plus déterminants et un effet de compétition interétatique appauvrie, la représentation du monde que nous livre la géopolitique s'en trouve plus qu'écornée : au mieux, elle pourrait à la rigueur prétendre à une lecture partielle du jeu international. Encore faut-il s'entendre pour désigner à quelle part des relations internationales elle est

censée renvoyer.

Le triomphe de l'intersocialité

{} Toute la difficulté est bien là : la géopolitique survit dans un monde qui n'est plus à son image. Cette survie quelque peu artificielle tient au jeu de deux facteurs. D'une part à la résilience institutionnelle : défiés, les États n'ont évidemment pas disparu et leur défense naturelle les incite, souvent contre toute évidence, à perpétuer les vieilles recettes. D'autre part, les modèles appris ont la vie dure, surtout lorsqu'ils contribuent à la reproduction des classes politiques en place ! Le paradoxe est du coup remarquable : la géopolitique permet d'interpréter les politiques étrangères des États, mais ne nous permet ni de comprendre les dynamiques profondes qui organisent le jeu international, ni, bien évidemment, d'en établir l'efficacité. Au contraire, les réponses géopolitiques à des défis globaux ne font qu'annoncer une suite d'échecs, de désillusions et de contre-performances. Les questions environnementales, sanitaires et économiques peuvent aisément en témoigner : là où elles se construisent comme des enjeux globaux, le vieux catéchisme géopolitique ne cesse de les déporter vers des solutions nationales alimentées par les seuls canons de la sécurité nationale, ignorant les impératifs de la globalité et de la solidarité.

En réalité, ce monde « post-géopolitique » se construit sous l'effet d'une double dynamique dont les deux composantes ne se rencontrent pas toujours de manière harmonieuse et fonctionnelle. La première s'impose aux acteurs comme composante indépassable du nouveau système-monde : dans le contexte acquis de la mondialisation, une nouvelle sécurité tend à l'emporter sur les vieux paradigmes de la sécurité nationale, en se présentant sous les traits d'une *sécurité globale* (Hough, 2018). Celle-ci est devenue un impératif majeur face aux menaces qui pèsent solidairement sur l'ensemble des humains, au lieu d'opposer les humains entre eux. Face au risque sanitaire, climatique ou environnemental, directement lié à la mondialisation, le genre humain est communément menacé. Ce péril, nouveau dans son incarnation, n'a rien de géopolitique : il n'est produit, à l'instar du virus, par aucun stratège, n'obéit en rien au principe de territorialité et n'est qu'indirectement lié aux logiques de puissance. Relevant du système et de son jeu global, il n'est imputable à l'acteur étatique qu'à travers son mode de gestion politique et non dans son invention : de produit souverain des États et de leur puissance, la sécurité devient aujourd'hui une contrainte que nul d'entre eux ne maîtrise souverainement. Les enjeux impliqués font plus de victimes que toutes les guerres présentes et le terrorisme réunis.

La géopolitique n'en explique que très partiellement les causes et les modalités. Elle permet cependant de comprendre le mode dominant de réaction des États dont l'effort consiste le plus souvent à nationaliser ces enjeux, pour en aggraver ainsi les manifestations au lieu de les résoudre. Le traitement national ou « égoïste » des questions climatiques ou sanitaires, voire, pour

les mêmes raisons, des questions alimentaires ou, plus globalement, économiques aggrave celles-ci, là où la fragilité des sociétés est la plus grande. À terme, ce jeu rétroagit négativement sur tous, notamment les plus forts qui, par les mécanismes d'interdépendance, deviennent rapidement l'otage des plus faibles ! Le jeu à somme nulle, véritable crédo de la géopolitique, ne fonctionne donc plus : ce que l'autre perd est, à terme et logiquement, une perte pour moi, même si j'ai pu avoir, brièvement et par illusion, le sentiment d'en avoir retiré un gain ! La nouvelle menace qui me fait face n'est plus le fait d'un stratège, mais d'un système : seul un jeu collectif peut l'éradiquer. S'ouvre ainsi le chapitre décisif et post-géopolitique de la gouvernance globale.

La seconde dynamique est celle des sociétés et des peuples. Ce serait une erreur grave de penser que la mondialisation n'appartient qu'aux opérateurs économiques. Elle suscite en réalité des milliards d'interactions sociales quotidiennes, de toute nature, individuelles ou collectives, créatrices ou contestataires, toutes en fait indissociables les unes des autres, toutes en fait indissociables les unes des autres. Cette intersocialité est d'abord le fait d'une communication qui transcende la vieille territorialité, se joue des frontières, fait de tout individu, au Nord comme au Sud, un internaute en puissance et un décideur de plus en plus autonome. Cette prolifération de l'information se prolonge en échanges matériels, créant une interdépendance contraignante entre les acteurs, mais aussi, du même coup, entre les États, quel que soit leur régime : l'interdépendance économique sino-américaine transcende ainsi et de beaucoup les choix politiques gouvernementaux, de part et d'autre. Enfin, ce jeu intersocial devient le vecteur de mobilités en tous genres, migratoire, culturelle, éducative, religieuse. Elle entretient des campagnes d'opinion et de mobilisation qui vont des vagues ayant suivi, partout dans le monde, l'assassinat de George Floyd jusqu'aux traînées de poudre allumées dans le sillage du Printemps arabe, jusqu'en Europe (les « *indignados* »), voire en Amérique (*Occupy Wall Street*). Elle nourrit aussi les formes nouvelles de conflictualité, davantage liées, à l'instar du conflit sahélien, aux interactions et tensions socio-économiques locales qu'à une confrontation interétatique elle-même de plus en plus rare (Badie, 2020).

Cette incroyable densité des échanges intersociaux va souvent plus vite que les choix politiques, qui se font de plus en plus réactifs et défensifs. Du même coup, ces relations intersociales reconfigurent perpétuellement le monde, s'imposent aux États et dessinent, au quotidien, un jeu international qui laisse pantoise la géopolitique. Cette lecture désormais « sociopolitique » des relations internationales n'a plus rien de l'élitisme de la vieille géopolitique : elle peut être aussi à la base de la démocratisation des rapports internationaux.

Allès Delphine, Badie Bertrand, 2016, « Sovereignism in the International System », *European Review of International Studies*, 3, 2, p 5-19.

Aron Raymond, 1962, *Paix et guerre entre les nations*, Paris,

Calmann-Levy.

Ashworth Lucian, 2011, « [Realism and the spirit of 1919 : Halford Mackinder, geopolitics and the reality of the League of Nations](#) », *European Journal of International Relations*, 17(2), June 2011, 279–301.

Badie Bertrand, 2020, *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, Paris, Editions du CNRS.

Gergorin Jean-Louis, Isaac-Dognin Léo, 2018, *Cyber. La guerre permanente*, Paris, éditions du cerf.

Gleditsch Nils Petter, Wallensteen Peter, Eriksson Mikael, Sollenberg Margareta, Strand Havard, 2002, « Armed Conflict 1946–2001 : A New Dataset », *Journal of Peace Research*, Vol. 39, No. 5, 2002, pp. 615–637.

Hough Peter, 2018, *Understanding Global Security*, Londres, Routledge.

Kaplan Robert, 2012, *The Revenge of Geography : What the Maps*

Tell Us About the Coming Conflicts and the Battle Against Fate, New York : Random House.

Khadiagala Gilbert, Motsamai Dimpho, ed, 2013, *The Political Economy of Intrastate Conflict*, Oxford, Oxford University Press.

Mackinder Halford John, 1904, « [The geographical pivot of history](#) », *The Geographical Journal*, 1904, 23, pp. 421–437.

Ratzel Friedrich, 1988 [1897], *Géographie politique*, Paris, Éditions régionales européennes et Economica.

Rosecrance Richard, 1999, *The Rise of the Virtual State : Wealth and Power in the Coming Century*, New York, Basic Books.

Sack Robert, 2009, *Human Territoriality : Its Theory and History*, Cambridge, Cambridge University Press.

Strange Susan, 1988, *States and Markets*, Londres, Pinter.

Tunander Ola, 2001, *Swedish-German geopolitics for a new century : Rudolf Kjellén's 'The State as a Living Organism'*. Publié en ligne par Cambridge University Press, 14 Août 2001.